

Ces aperçus analytiques sur la COVID-19 ont été conçus pour saisir les informations et analyses les plus récentes dans un contexte qui évolue rapidement. Certaines thématiques seront abordées plusieurs fois au cours de cette analyse. Si vous souhaitez proposer un sujet, veuillez nous envoyer un courriel à research@iom.int.



Nouvelles recherches et analyses sur les migrants travaillant dans les économies informelles et la COVID

[COVID-19 and the world of work. Third edition](#) par l'Organisation internationale du Travail (OIT)

[Policy opportunities and challenges from the Covid-19 pandemic for economies with large informal sectors](#), Rajneesh Narula

[Potential Responses to the COVID-19 Outbreak in Support of Migrant Workers](#), Groupe de la Banque mondiale

Comme il en a été largement fait état, les effets de la COVID-19 ont envoyé des ondes de choc dans les économies de la plupart des pays, si ce n'est de tous. La pandémie a fortement [perturbé les marchés du travail](#), a fait grimper le [chômage](#) à des niveaux sans précédent dans certains pays et a considérablement [freiné](#) la croissance économique. Mais les répercussions économiques de la pandémie sont particulièrement dévastatrices pour ceux qui travaillent dans le secteur informel. En l'absence de [contrat](#) de travail sûr et de [protection](#) ou de [représentation](#) sur le lieu de travail, les travailleurs du secteur informel, où les migrants sont surreprésentés, sont parmi les plus touchés par la pandémie.

Qu'est-ce que l'« économie informelle » ?

L'Organisation internationale du Travail définit l'« [économie informelle](#) » comme « toutes activités économiques exercées par des travailleurs et des unités économiques qui – en vertu de la législation ou de la pratique – ne sont pas couvertes ou sont insuffisamment couvertes par des dispositions formelles ».

On estime à [2 milliards](#) le nombre de travailleurs dans le monde qui tirent leurs moyens de subsistance de l'économie informelle, soit [62 %](#) de l'ensemble des travailleurs dans le monde. Dans les pays à faible revenu, l'économie informelle représente 90 % de l'emploi, alors que ce chiffre s'élève à [67 %](#) dans les pays à revenu intermédiaire et à [18 %](#) dans les pays à revenu élevé.

Manque de protection



De nombreux travailleurs du secteur informel, y compris les migrants, n'ont pas accès aux prestations de santé et d'emploi, ce qui signifie que lorsqu'ils tombent malades, ils n'ont pas toujours un [accès garanti](#) aux soins médicaux. En outre, nombre d'entre eux, notamment ceux qui travaillent dans des secteurs peu qualifiés comme le bâtiment, l'agriculture et les services domestiques, travaillent dans des [conditions qui les exposent à des risques en matière de sécurité et de santé](#) ; certains par exemple n'ont pas accès à l'eau et à l'assainissement, ce qui augmente leur risque de contracter la COVID-19. Les travailleurs migrants de l'économie informelle en situation irrégulière se trouvent dans des situations encore plus précaires, car ils ne sont souvent couverts par aucun [arrangement formel](#) leur permettant de bénéficier des mesures de reprise mises en place par les gouvernements.



Incidences sur les rapatriements de fonds internes



Les travailleurs urbains du secteur informel sont responsables d'une grande partie des rapatriements de fonds nationaux. Comme le secteur informel des villes est fortement perturbé par la pandémie, l'on s'attend à une [réduction des revenus](#) générés par les rapatriements de fonds dans les zones rurales. Les rapatriements de fonds nationaux constituent souvent une bouée de sauvetage pour les bénéficiaires, en particulier ceux des zones rurales, et constituent une [source essentielle de revenus non professionnels](#) pour ces ménages. Ces effets seront particulièrement ressentis par des pays tels que l'Inde, qui compte un grand nombre de migrants internes saisonniers et non saisonniers. Près de [90 % des 500 millions de travailleurs](#) en Inde appartiennent à l'économie informelle, tandis que ce chiffre dépasse [85 % au Bangladesh](#). Les revenus des travailleurs du secteur informel devraient chuter de [60 %](#) au niveau mondial au cours du premier mois de la crise ; en Afrique et en Amérique latine, ce chiffre pourrait atteindre [81 %](#).

Les femmes sont [surreprésentées](#) dans les secteurs informels à haut risque. [42 %](#) des femmes travaillent dans ces secteurs, contre [32 %](#) des hommes.

Appui aux travailleurs du secteur informel

Plusieurs gouvernements ont pris des mesures pour soutenir les travailleurs du secteur informel qui, souvent, ne bénéficient pas de prestations sociales ou liées à un emploi. Certains, comme le Vietnam, ont [élargi les programmes d'aide sociale existants](#) pour inclure davantage de personnes, y compris les travailleurs du secteur informel. Les Philippines, quant à elles, ont [mis en place des mesures d'urgence](#) en matière d'emploi pour les travailleurs du secteur informel. En Inde, le gouvernement a préparé un [plan d'action](#) pour proposer de nouvelles formations aux travailleurs migrants et du secteur informel sans emploi.

L'International Growth Centre a récemment organisé un webinar sur les incidences de la COVID-19 sur les travailleurs migrants et du secteur informel en Inde (*The impact of COVID-19 on informal and migrant workers in India*). Regarder la vidéo [ici](#).

The slide features the IGC logo (International Growth Centre) and the text 'IDEAS FOR INDIA for more evidence-based policy'. It lists the main speakers: Jean Drèze (Honorary Professor, Delhi School of Economics), Farzana Afridi (Associate Professor, Indian Statistical Institute), Purnima Menon (Senior Research Fellow, International Food Policy Research Institute), and Shahid Vaziralli (Head of the Research Programme, IGC London Hub, Research Programme Researcher). A small video thumbnail shows a speaker.

Une récente déclaration de l'OIM sur la [COVID-19 et la mobilité](#) souligne les **difficultés auxquelles sont confrontés les travailleurs migrants**, notamment le fait qu'ils soient :

« ...susceptibles d'être employés pour un salaire journalier, à court terme ou dans un travail précaire de l'économie informelle, souvent avec un accès limité ou des craintes liées à l'accès à la protection sociale, à une alimentation adéquate, au logement, aux services de santé et aux services sociaux ».

Double charge

Les travailleurs du secteur informel ont été frappés par un double choc : une [réduction de l'offre comme de la demande](#), les gouvernements ayant imposé diverses mesures pour contenir la propagation de la COVID-19.

La fermeture des frontières et les restrictions à la circulation dans des sous-régions telles que l'Afrique de l'Est ont [limité les chaînes d'approvisionnement](#), tandis que la réduction des dépenses des personnes, en grande partie due à la pandémie, a entraîné le chômage et la perte de revenus pour de nombreuses personnes dans le secteur informel, dont beaucoup sont des migrants originaires de pays de la sous-région.

Cet aperçu analytique sur la COVID-19 a été élaboré par l'équipe de recherche de l'OIM (research@iom.int).
Clause de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans le présent ouvrage sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'OIM. L'inclusion ou la présentation de matériel n'impliquent aucune prise de position de la part de l'OIM ou de l'un de ses membres ou partenaires.